

Projet d'interconnexion électrique France Espagne par le golfe de Gascogne

Données préliminaires.

"Small Is Beautiful : Une société à la mesure de l'homme" : Ce livre a été publié en 1973. Son auteur, Ernst Friedrich Schumacher, était un économiste reconnu, collaborateur de Keynes. Ce Monsieur savait de quoi il parlait. En effet, il fut l'économiste en chef des Charbonnages Anglais pendant 20 ans ; Une entreprise qui regroupa jusqu'à 800 000 employés. Dans cet ouvrage et les suivants, il développe la théorie des réseaux interconnectés de taille humaine en matière d'énergie, le danger du nucléaire, tant en matière d'accidentologie, qu'en matière de dangers politiques et sociétaux du fait des manipulations et stockages des produits générateurs d'énergie, leurs déchets, et les déconstructions.

Comme toujours, les idées des lanceurs d'alertes mettent du temps à émerger dans le monde réel.

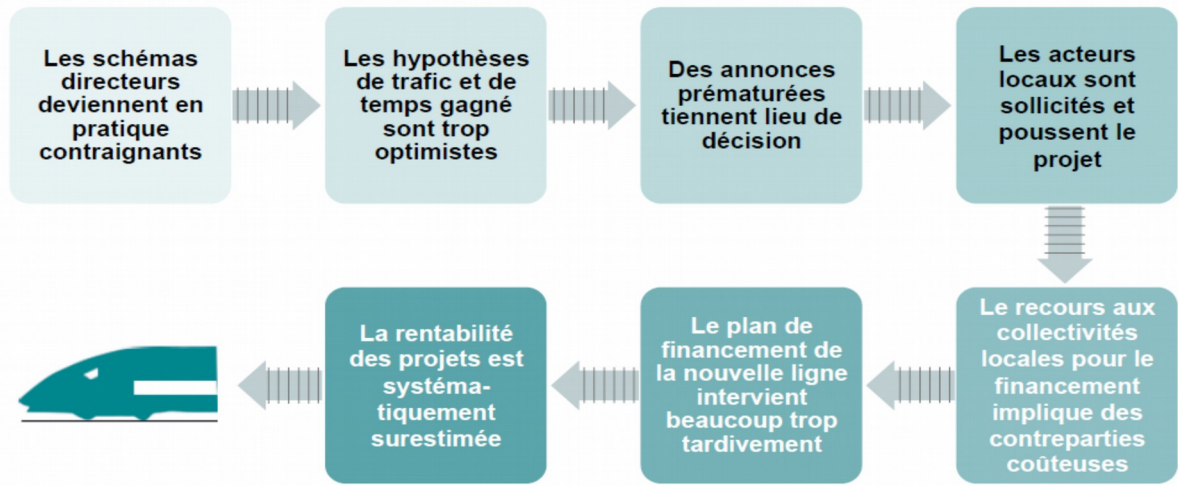
Nous avons, dans ce GPI2 (Grand Projet Inutile et Imposé) le parfait exemple de ce que dénonçait Ernst Friedrich Schumacher : un projet du passé, dans un monde en transition vers une société nouvelle, où la production et la circulation de biens n'est plus la solution à tout, mais un outil nécessaire, qu'il faut maîtriser, en fonction de besoins réels et réalistes, mais surtout des ressources disponibles sur terre.

Comme l'a dénoncé en octobre 2014 la Cour des Comptes dans son rapport intitulé « La grande vitesse ferroviaire, un modèle porté au-delà de sa pertinence », nous sommes avec ce projet dans grande tradition technocratique Française, où l'on impose un cheminement complexe de consultations qui ne servent à rien, puisque seule l'idée de départ se doit d'aboutir. Aucune remarque qui n'irait pas dans ce sens n'est recevable. La Cour a d'ailleurs produit une représentation de cet acte -Figure 1-, que par ailleurs elle qualifie de non démocratique :

Nous retrouvons dans ce dossier, les mêmes errements, les mêmes procédures.



DES BIAIS SUCCESSIFS QUI ORIENTENT LA DÉCISION VERS LA CRÉATION DE NOUVELLES LIGNES DE TGV



23 octobre 2014

Cour des comptes – La grande vitesse ferroviaire : un modèle porté au-delà de sa pertinence

5

Figure 1: Représentation du cheminement d'un GPI2 Source Cour des Comptes

Le projet.

Le projet permettrait d'accroître l'échange électrique entre la France et l'Espagne, L'Europe et la péninsule Ibérique.

Il est prévu deux structures d'une puissance totale de 2 000 ou 2 200 MW selon les différentes sources de RTE.

Les coûts estimés sont de 1 750 M€ +/- 200 M€.

A la vue des projets de cet ordre, il nous semble évident que les coûts à terminaison pourraient être notablement plus élevés. Du reste, on nous y prépare en parlant de la grosse incertitude de la traversée du Gouf de Capbreton, dont les données sont très mal connues.

Il existe déjà d'autres liaisons locales entre les deux pays. Cette liaison porterait la capacité d'échange à 5 000Mw, et deux autres projets ultérieurs sur la zone pourraient mener vers une capacité de 8 000 MW.

Les bonnes questions sont :

1. Avons- nous besoin de cette capacité ?
2. Avons- nous les moyens financiers d'un tel projet ?

Les réponses semblent claires. La première figure dans le dossier présenté. Elle est donnée page 22 : "A cet égard, il convient de rappeler que la dernière interconnexion mise en service avec l'Espagne en 2015 (Baixas-Santa Llogaia) a permis à la France d'échapper à toute mesure d'effacement ou de délestage des consommations nationales d'électricité au cœur de l'hiver 2016-2017, où les besoins en électricité étaient élevées pour le chauffage, alors que plusieurs réacteurs nucléaires étaient à l'arrêt. La France a ainsi pu importer jusqu'à 2 500MW depuis l'Espagne pendant les deux semaines les plus tendues de l'hiver 2016-2017. "

Ceci appelle quelques remarques :

1. Nous avons des interconnexions suffisantes.
2. La terminaison des travaux sur la dernière ligne améliorera encore la disponibilité
3. Si nous comptabilisons l'ensemble des liaisons existantes nous avons entre la France et l'Espagne : Fr→Es 3 250 MW, et Es→Fr 2 850 MW (Source Cade)
4. L'isolation thermique des bâtiments, la généralisation des chauffages non tout électriques, réduiront davantage la dépendance électrique.

Même le technocrate des plus obtus peut comprendre cela.

Pour la deuxième question, la réponse est là aussi évidente. La France a un gros problème avec son nucléaire, elle devra disposer de sommes très importantes pour démanteler et déconstruire ses centrales nucléaires et stocker les déchets générés par cette technologie. Or nous ne possédons aucune de ces technologies pourtant nécessaires. De plus, les économies d'électricité doivent devenir un axe prioritaire, ceci pour permettre de moins consommer.

Mais, ces considérations pourtant évidentes pour le commun des mortels, pèsent-elles devant la fausse nécessité de ce projet ? Les raisons avancées ne semblent pas très claires. Elles font étrangement écho aux considérations évoquées plus haut par la Cour des Comptes sur les LGV

Environnement

Pour avoir participé à faire échouer le projet de stockage de Gaz de Pouillon d'EDF, dans un diapir de sel clivé, et un saumoduc mal étudié, nous avons de très sérieux doutes sur ce nouveau projet. Avec le projet de Pouillon, EDF nous a montré toute la légèreté dont elle est capable dans ses études, ainsi que le mépris dont un grand groupe peut faire preuve à l'encontre de ses interlocuteurs.

Sur ce nouveau projet, pour ne citer qu'un obstacle majeur, nous avons de très grosses inquiétudes pour la traversée du Gouf de Capbreton. Nous savons qu'il est très mal connu. L'impact sur le projet de ses pentes, ses parois, leurs natures, sa courantologie, les flux d'eau et de sédiments, la sismicité ne sont pas négligeables. En particulier, il subit de nombreuses et régulières avalanches sous marines. Si nous en croyons les scientifiques, ces avalanches sont très importantes en volume. Or, dans le dossier, nous n'avons rien trouvé de bien précis concernant sa traversée. De plus, son coût n'est pas estimé contrairement au reste. Il y a là un danger patent.

L'état des lieux.

Dans un système en transition, ou un saut technologique, on sait que le spécialiste n'est jamais le meilleur pour prévoir l'avenir.

La France possède déjà une capacité d'interconnexion supérieure à 11 % alors que l'Europe ne demande que 10 %

La consommation électrique brute en France est parfaitement stable depuis 2004 (13 ans) selon les sources de RTE de 2004 à 2016. En 2016, nous avons consommé la même quantité d'électricité brute qu'en 2005 soit 483 TWh. En 2015, nous avons consommé moins qu'en 2004 (475 pour 480) -Figure 2-

Selon RTE, les variations de consommation sont surtout liées aux conditions climatiques. C'est une des principales conséquences du choix stratégique catastrophique du tout électrique pour justifier le nucléaire. Par exemple le résidentiel consomme environ 34 % de l'électricité, et 34 % des 27 millions de résidences principales sont chauffées par l'électricité, dont environ 15 millions ne sont pas ou sont mal isolées.

Il y a donc dans le chauffage d'importants investissements à faire pour consommer moins d'électricité.

On reproche souvent aux énergies renouvelables de type solaires ou éolien leur irrégularité, et l'impossibilité de stocker l'électricité. C'est aussi le cas de la consommation, qui est par essence variable en journée, mais aussi tout au long de l'année. Or nous avons le problème symétrique avec le nucléaire. En effet, une centrale nucléaire produit toujours la même quantité d'énergie lorsqu'elle fonctionne. On ne peut pas ajuster la production à la consommation. On oublie trop souvent que pour palier ce différentiel EDF a recours à

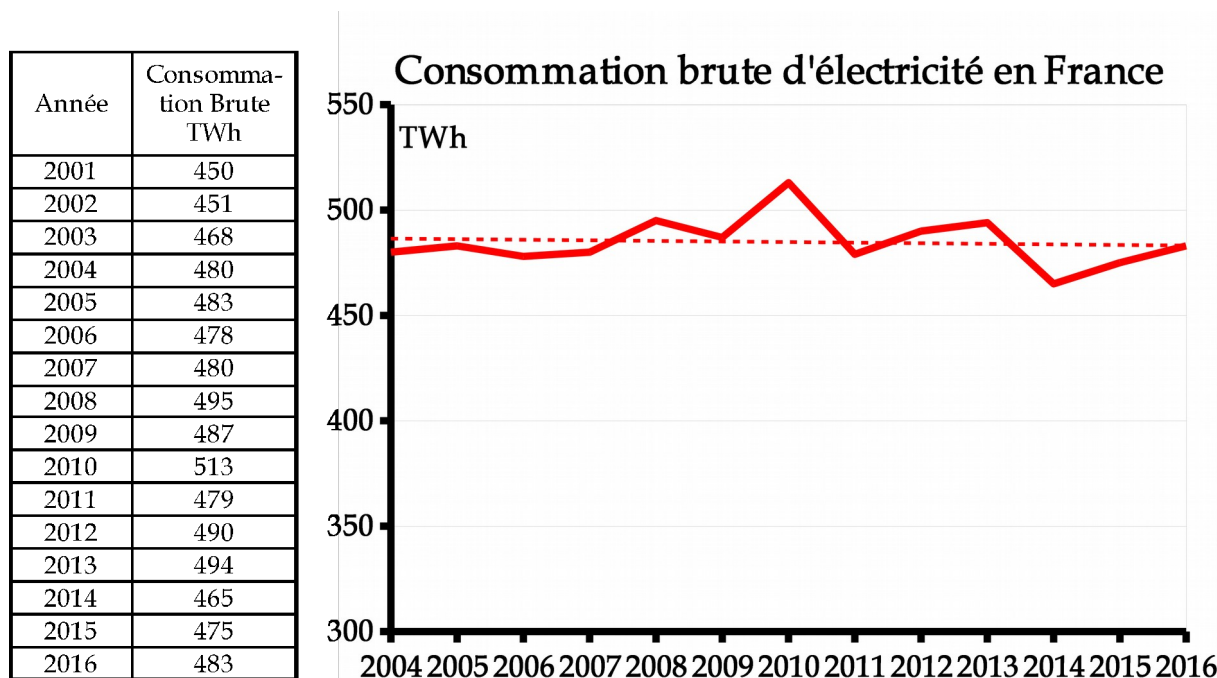


Figure 2: Consommation d'électricité brute en France de 2004 à 2016

plusieurs techniques dont une est très intéressante : les STEP (Station de Transfert d'Énergie par Pompage), ces structures permettent de stocker l'électricité. Elles permettent d'amortir le différentiel entre production et consommation. Lorsqu' EDF produit trop d'électricité, la STEP pompe l'eau et la remonte derrière le barrage. Lorsque les centrales ne produisent pas assez, le barrage se vide, produisant de l'électricité. Le rendement est particulièrement intéressant puisqu'il est autour de 80 % à rapprocher des rendements du thermique de 30 % (Centrale au fuel, au charbon, ou nucléaire). Sans les STEP, EDF n'aurait pas pu développer autant de nucléaire.

Nous disposons de 5 100 MW de puissance installée de stockage avec nos STEP. Cela représente 4 % de la puissance de production totale installée, mais c'est plus de 30 % de la puissance cumulée de l'éolien et le solaire en 2015. Autrement dit, pour une centrale nucléaire qui ferme quelle est la capacité de stockage par STEP qui devient disponible ?

Les échanges avec les pays limitrophes permettent d'ajuster les demandes, et les surplus internes. Le nucléaire français, et le chauffage électrique, sont responsables d'un autre problème. Les centrales nucléaires produisent du courant en surplus lorsque personne n'en a besoin (la nuit, l'été...). Par contre, elles ne peuvent absorber les pics de consommation liés aux pics de froid. En conséquence, nous vendons souvent une électricité à bon marché, alors que nous devons parfois l'acheter très cher. L'équilibre des volumes échangés ne renseigne pas toujours sur l'équilibre des flux financiers.

Le développement des énergies renouvelables permet, contrairement au nucléaire, de produire décentralisé, près des lieux de consommation. La multiplicité et la diversité des sources, l'autoconsommation en toiture, la création de réseaux, les stockages par STEP li-

bérées ou nouveaux, introduisent des capacités de souplesse, d'adaptabilité, les économies d'énergies absolument impérieuses, ne consommer que ce qui est nécessaire vont rendre les systèmes anciens élaborés au XIX^e siècle obsolètes.

Analyse

De ce qui précède, nous tirons plusieurs conclusions :

- Une longue période de consommation et de production stable, ne justifie pas la création de structures d'échanges supplémentaires.
- Dans un système de consommation et de production électrique stable, la création d'un vecteur de flux n'est justifié que par une possibilité de spéculation. Couplés à un réseau interconnecté, l'électricité, comme le gaz, ont cette particularité d'être des matières quasi dématérialisées. Vous avez la possibilité d'acheter ici et de vendre là bas une même quantité virtuelle, il n'y a pas de transport réel du volume échangé.
- Les investissements nécessaires pour ce projet seraient beaucoup plus utiles dans les économies d'énergies, en réduisant la part du chauffage électrique, en isolant les logements mal ou non isolés. Mais aussi dans bien d'autres secteurs de recherche et développement, dans l'élaboration des nouvelles structures et moyens nécessaires à la mise en place de la nouvelle société émergente.
- L'arrêt des centrales nucléaires vieillissantes, leurs déconstructions, la gestion de l'ensemble des déchets du nucléaire n'est pas maîtrisé. L'importante dette d'EDF ne fera que croître. Le prix du courant français devra tenir compte de ces impératifs. A t on besoin de rajouter des dépenses inutiles, et injustifiées ?

Conclusion

Les Amis de la Terre sont opposés à la réalisation de ce projet qui n'est rien d'autre qu'un GPL₂.

Pour les Amis de la Terre,
la Présidente

